

N° 4937²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

**portant approbation de la Convention internationale pour la répression
des attentats terroristes à l'explosif, adoptée par l'Assemblée Générale
des Nations Unies, le 15 décembre 1997**

* * *

DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL PAR LE CONSEIL D'ETAT

(19.12.2003)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 18 décembre 2003 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

**portant approbation de la Convention internationale pour la répression
des attentats terroristes à l'explosif, adoptée par l'Assemblée Générale
des Nations Unies, le 15 décembre 1997**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 17 décembre 2003 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 21 décembre 2001;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 19 décembre 2003.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

